

**Cheng Fangping\***

***RÉFORME DE L'ÉDUCATION ET  
DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR***

**I/ La situation générale de l'éducation en Chine**

Depuis le XXI<sup>e</sup> siècle, au fur et à mesure du développement économique et social de la Chine, les attentes dans le domaine de l'éducation sont devenues plus profondes et diverses. Bien qu'une réforme ait été mise en place et que les recherches sur l'éducation aient augmenté, celle-ci est confrontée à de nouveaux problèmes et défis dus à la lenteur de la réforme du système éducatif et du manque de règles sur la tendance libérale de l'économie de marché. Dans une vue d'ensemble, il est important de noter que les ressources matérielles investies par l'Etat dans l'éducation ont été améliorées, mais en même temps les gens sont de plus en plus insatisfaits de l'éducation : les critiques sont concentrées sur la rigidité du système éducatif. Mais celui-ci est entré dans une phase de changement. Depuis l'année 2000, sous l'incitation et l'encouragement de la réforme de l'éducation mondiale, sous la stimulation du développement économique et social, sous la pression des demandes à l'éducation par le peuple et sous l'influence de la participation démocratique à la prise de décisions, l'éducation en Chine a entrepris beaucoup d'expérimentations et de réformes importantes.

**Expérimentations et réformes**

Depuis 2006, la Chine a instauré l'éducation obligatoire gratuite de neuf ans (six ans d'études pour l'école primaire et trois ans pour le collège) d'abord dans les régions de l'Ouest où les conditions sont les plus difficiles, puis progressivement vers le centre et l'est du pays, et l'a réalisée pratiquement dans tout le pays fin 2008. Pour que tous les enfants d'âge scolaire puissent profiter de l'éducation obligatoire, à travers une dizaine

---

\* Cheng Fangping est docteur en pédagogie, directeur de recherche à l'Institut national pour la recherche éducative de Chine.

d'années d'expérimentations, la Chine a donné la priorité à régler les problèmes scolaires des enfants des campagnes ainsi que ceux des paysans qui se sont déplacés vers la ville, afin de promouvoir « la justice de l'éducation » ; en même temps, la Chine a renforcé l'assistance éducative aux villages, aux ethnies minoritaires et aux régions éloignées, encouragé l'éducation bilingue et l'éducation pour handicapés dans certaines régions. Pour garantir l'application des lois et des politiques relatives, la Chine a renforcé l'inspection et la surveillance, et fait une réforme sans précédent pour mieux contrôler le gouvernement et préciser ses responsabilités.

D'après « le rapport des statistiques sur le développement de l'éducation nationale en 2008 » du ministère de l'Éducation, le taux d'alphabétisation et celui de la généralisation de l'éducation obligatoire ont atteint 99,3 % fin 2008. On comptait alors 1 337 000 écoles maternelles, en augmentation de 4 600 sur un an ; le nombre d'enfants à l'école maternelle (y compris ceux de 2 ou 3 ans) est de 24,749 millions, en augmentation de 1,261 million en un an. Cependant, le nombre des écoles primaires et des collèges diminue chaque année, ainsi que la population scolaire ; les conditions des écoles primaires et des collèges se sont améliorées, la relation entre l'offre et la demande dans la phase de l'éducation obligatoire est équilibrée. D'après le tableau 1, entre 2000 et 2008, le nombre des écoles primaires a diminué de 45,6 % avec une réduction de 20,6 % des écoliers ; celui des collèges a diminué de 9,4 % avec une réduction de 10,7 % des collégiens.

**Tableau 1 : situation générale de l'éducation fondamentale pendant les années 2000-2008. (unités : 10 000 écoles, 10 000 personnes, %)**

		2000	2005	2008
Ecoles primaires	nombre des écoles	55,36	36,62	30,09
	nombre des écoliers	13013,25	10864,07	10331,51
Collèges	nombre des collèges	6,39	6,25	5,79
	nombre des collégiens	6256,29	6214,94	5584,97
	taux brut de scolarisation	88,6	95	98,5
	taux d'admission aux études suivantes	51,1	69,68	83,4
Lycées	nombre des lycées	3,62	3,15	3,08
	nombre des lycéens	2517,68	4030,95	4576,07
	taux brut de scolarisation	42,8	52,7	74

**NB : l'éducation professionnelle est incluse dans les statistiques sur les collèges et les lycées.**

Selon les estimations, dans l'objectif d'élever la scolarité à 12,8 années en 2020, le nombre des élèves dans la phase de l'éducation obligatoire va diminuer de plus de 18 millions par rapport à l'année 2008. Mais le nombre de lycéens augmente de façon constante ; en 2008, le taux brut de scolarisation au lycée a atteint 74 %, soit une augmentation de 8 % en un an, dont 54,1 % venant des lycées ordinaires et 45,9 % de l'éducation professionnelle moyenne.

Les milieux économique et éducatif ainsi que les services sociaux jouent un grand rôle dans la réforme et le développement de l'éducation professionnelle ; dans une certaine mesure, ils ont contribué à rétablir certains déséquilibres comme par exemple ceux qui consistaient à attacher trop d'importance à l'éducation académique, à négliger l'éducation professionnelle et technique ainsi qu'à sous-évaluer l'innovation technique. Le gouvernement chinois non seulement a organisé des recherches et des discussions au niveau national sur « le système double éducation ordinaire-éducation professionnelle », mais aussi a décidé d'appliquer le système de l'éducation professionnelle gratuite après 2008 ; il a investi des milliards de *renminbi* pour élargir la construction des écoles professionnelles et des centres de formation. Il a également proposé de former les professeurs et les élèves selon les particularités de l'éducation professionnelle avec pour objectif d'améliorer les qualités foncières de la population active. En promouvant la formation des travailleurs urbains avant qu'ils ne commencent à travailler, le gouvernement élargit également la formation professionnelle gratuite aux travailleurs ruraux. Dans la promotion de l'éducation professionnelle, la Chine veut transformer le mode de développement caractérisé par une ressource de main-d'œuvre bon marché, en celui caractérisé par une ressource humaine de haut niveau, et poursuivre ces efforts dans l'éducation continue et l'éducation à la vie, afin que l'État et l'individu puissent entrer dans une phase durable de développement. Fin 2008, on comptait 14 847 écoles professionnelles moyennes avec 20,8 millions d'élèves ; en 2009 on a recruté 8,6 millions d'élèves dans l'éducation professionnelle moyenne et le nombre des élèves a dépassé 24 millions, dont 90 % ont profité de bourses d'études au niveau national (1500 renminbi par an, soit environ 200 euros) en première et deuxième années.

Les demandes sociales à l'égard de l'éducation avant l'école primaire sont de plus en plus fortes, d'autant que la Chine applique toujours le régime de « l'enfant unique ». Comme l'éducation avant l'école primaire n'est pas incluse dans « l'éducation obligatoire », il existe peu d'écoles maternelles publiques, 80 % des écoles maternelles étant privées. Après 2008, en raison de la fusion généralisée des écoles publiques, il restait beaucoup de bâtiments scolaires disponibles qui ont été utilisés par des

gouvernements locaux pour aider des quartiers, des établissements et des forces civiles à ouvrir des écoles maternelles. Même si ces mesures soulagent en partie la pression, il est difficile de répondre à toutes les demandes sociales.

La Chine s'efforce de populariser l'enseignement supérieur. Non seulement toutes les écoles supérieures ont recruté davantage d'étudiants et ont construit plus de bâtiments scolaires, mais aussi des écoles moyennes sont devenues « universités » ou ont été intégrées dans des écoles supérieures. Les universités privées et les universités de Radio et de Télévision ont aussi connu un grand développement, le nombre des étudiants dans beaucoup de villes a été multiplié par deux. Parallèlement, la qualité des écoles supérieures s'en est ressentie. L'opinion publique s'est focalisée sur le renforcement de l'enseignement en licence, la formation des étudiants selon leurs particularités, le changement de l'évaluation sur l'enseignement et sur la gestion ainsi que l'amélioration du niveau des recherches professionnelles des enseignants, etc. Entre 2003 et 2008, le gouvernement a commencé une série d'évaluations sur l'enseignement en licence et a poursuivi divers contrôles spécifiques, de sorte que les écoles supérieures qui se développaient trop librement soient mieux encadrées. Mais il existe encore des problèmes sérieux dans la qualité de l'enseignement en licence à cause de problèmes administratifs et de rigides habitudes traditionnelles.

La Chine entreprend des expérimentations variées dans la promotion de l'éducation à la vie et de l'éducation sociale. Au niveau national, le gouvernement souligne la nécessité de construire « une société d'études » et encourage le renforcement de la coopération entre l'école, la société et la famille ; il admet la participation de la société civile et des bénévoles au développement et à la réforme de l'éducation, puis la diversification de l'expérimentation éducative est encouragée. L'expérimentation de « la banque de l'unité de valeur » dans des provinces comme le Zhejiang et le Fujian crée une occasion et des conditions d'étudier par soi-même pour les gens qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école.

En 2008, on a continué d'élargir la dimension de l'enseignement privé : on comptait 100 900 écoles privées à différents niveaux et 28,2 millions d'élèves inscrits, soit une augmentation de 5 700 écoles et de 2,4 millions d'élèves en un an<sup>1</sup>. En comparaison avec les chiffres de la première année après l'application de « la loi sur la promotion de l'enseignement privé », le nombre des écoles a augmenté environ de 40 % et celui des élèves inscrits a été multiplié par deux entre 2003 et 2008. Cela prouve que la dimension des écoles privées a été élargie pendant ces six années et que la reconnaissance de l'enseignement privé par la société a augmenté. (référence au tableau 2).

**Tableau 2 : proportion (en %) des élèves inscrits dans l'enseignement privé en 2006-2008**

	2006	2007	2008
Nombre des enfants dans l'école maternelle	34,26	36,99	39,68
Nombre des écoliers dans l'école primaire ordinaire	3,85	4,25	4,65
Nombre des collégiens dans le collège ordinaire	6,61	7,19	7,67
Nombre des lycéens dans le lycée ordinaire	9,85	9,75	9,70
Nombre des élèves dans la profession moyenne	11,20	12,96	13,98
Nombre des élèves dans l'école supérieure privée (y compris l'Institut indépendant)	16,13	18,55	19,86

Source : rapport des statistiques sur le développement des services nationaux en 2006, 2007 et 2008.

On compte 28 millions d'élèves dans l'enseignement privé, dont 9,8 dans l'école maternelle (plus d'un tiers), 9 millions dans l'éducation obligatoire, le reste étant de 9 millions. S'agissant de la capacité moyenne des écoles, seule la capacité moyenne des écoles privées dans la phase d'éducation obligatoire dépasse celle des écoles publiques : l'école primaire privée a 834 élèves en moyenne, beaucoup plus que l'école primaire publique avec 343 élèves en moyenne. A part cela, la capacité moyenne des autres écoles privées est moindre que celle des écoles publiques. (voir le tableau 3).

**Tableau 3 : Comparaison entre la dimension en moyenne des écoles privées et celle des écoles publiques en 2008**

	Ecole maternelle	Ecole primaire	Collège	Lycée	Lycée prof.	Ecole sup.
Nombre des écoles	83119	5760	4408	2913	3234	640
Nombre d'élèves (par 10 000)	982,03	480,4	428,4	240,3	291,81	401,3
Capacité moyenne des écoles (nb de personnes)	118	834	972	825	902	6270
Capacité moy. des écoles au niveau national (pers)	185	343	964	1628	1406	8931

NB : Résultats selon le « rapport des statistiques sur le développement de l'éducation nationale en 2008 ».

L'année 2004 marque le centenaire de « l'éducation moderne » en Chine : la réflexion sur les valeurs traditionnelles de l'éducation devient une référence importante, afin de promouvoir la réforme éducative. On prend conscience de l'importance d'étudier les expériences avancées étrangères, tout en respectant le caractère « national » de l'éducation, en fouillant les méthodes pédagogiques et les ressources éducatives traditionnelles, en réévaluant l'examen impérial et la lecture traditionnelle, dans le but de rendre la réforme et les expérimentations éducatives plus rationnelles. Différentes écoles tentent de nouvelles expériences, comme par exemple le fait de mettre les élèves au centre de leur réflexion, ou bien les locaux au centre ; la réforme sur l'éducation, sur la pédagogie, sur la gestion et sur l'évaluation reçoit de bons résultats. Afin de régler la contradiction entre le système de « l'uniformité » et les situations particulières locales, l'État encourage les gouvernements et les établissements éducatifs provinciaux, municipaux et cantonaux à faire des auto-innovations : il est ainsi apparu des exemples typiques comme l'établissement des lois locales, la réforme éducative locale, etc. En 2008 et en 2010, organisée par la société civile, l'évaluation sur l'innovation éducative locale non seulement a obtenu un soutien fort de la société, mais aussi a attiré l'attention de nombreux gouvernements locaux.

Depuis les 30 ans de la réforme et de l'ouverture, l'éducation chinoise est toujours soumise au « *gaokao* » (concours national pour entrer dans l'université), critiqué continuellement par la société. Les citoyens croient que la réforme éducative n'est pas efficace sans la réforme du *gaokao*. Ainsi l'État et certaines provinces entreprennent sans cesse des réformes partielles: régler le contenu des examens, attribuer plus de pouvoir aux universités pour recruter directement les élèves, admettre les élèves excellents dans une certaine discipline, etc. Tout cela apporte un soutien diversifié à l'amélioration de l'enseignement au lycée. Cependant, les inquiétudes sociales sont concentrées sur l'absence de garantie du contrôle dans le processus des examens et de l'admission, sur la transparence insuffisante des informations ; les réformes partielles sont ainsi confrontées à beaucoup de difficultés.

En correspondance avec le développement éducatif, la construction législative de l'éducation a aussi connu un certain développement. La Chine a établi des lois sur les différentes éducations, le développement des enseignants, le fonds éducatif, l'enseignement privé, la sécurité des élèves, etc. Par ailleurs, dans le processus de promotion de la législation éducative, le gouvernement prête une grande attention aux enquêtes éducatives, fait appel aux partis et groupes démocratiques, aux groupes sociaux et aux établissements éducatifs privés pour participer à l'élaboration des politiques et des lois éducatives, dans le but que la réforme éducative puisse prendre

en considération différents avis. Pourtant, il existe des lois et des règlements éducatifs importants à amender ou à élaborer. Par exemple, d'un côté, malgré la mise en place de l'éducation obligatoire de neuf ans, les lois correspondantes n'ont pas encore été modifiées, « la loi sur l'éducation professionnelle », « la loi sur l'enseignement supérieur », « la loi sur l'éducation avant les écoles primaires » et « les règlements sur le diplôme », etc. D'un autre côté, il se trouve des lois à élaborer en urgence, telles que « la loi scolaire », « la loi sur l'éducation à la vie », « la réglementation sur le contrôle éducatif », « la loi sur les examens », « la loi sur l'administration éducative », « la loi sur le fonds éducatif », etc. A cause de ces lacunes, le domaine éducatif se trouve confronté à des problèmes tels qu'écoles illégales, « frais illégitimes » dans des écoles publiques, « écoles clés », « enseignement familial rémunéré », l'insuffisance de la justice et de l'équilibre éducatif, l'inefficacité de la gestion éducative et la rigidité du régime éducatif, etc.

Dans la volonté de promouvoir la réforme du système éducatif, on a pris conscience que l'organisation de l'enseignement est un point crucial. A cet égard, des recherches et des développements qui seraient partiels resteraient insuffisants à réformer le système tant celui-ci est soumis à des contraintes structurelles et à des préjugés. Pour cela, après la réforme du régime éducatif en 1983 et en 1993, celle de l'année 2010 a attiré encore une fois l'attention du milieu éducatif et de la société ; même des intellectuels et des médias ont appelé cette année « l'année de la réforme éducative ».

## **II/ Programme de développement de l'éducation**

Attendu par l'ensemble du pays et élaboré en 2010, « le programme sur la réforme et le développement éducatifs à moyen et long termes dans le pays en 2010-2020 » a suscité un grand enthousiasme du public sur la réforme éducative tardive et a provoqué un mouvement passionné de la part du public. Malgré sa forte « orientation administrative », ce programme suscitait largement les opinions sociales, proposant d'entreprendre des enquêtes et des recherches à l'échelle mondiale, de trouver des solutions à de nombreux problèmes et de poser des demandes claires et précises sur des aspects comme « la réforme du régime », « les mesures garanties » et « les expérimentations et recherches ».

Ce programme a provoqué à plusieurs reprises au niveau national de grandes discussions sur l'éducation, concernant des problèmes sensibles tels que la justice de l'éducation, la transparence des informations éducatives, la formation des hommes de talent et d'innovation par l'éducation ou non, l'éducation administrée et la corruption de l'éducation, etc. Afin de promouvoir la réforme de l'éducation et de la pédagogie, le Premier ministre Wen Jiabao a assisté au cours et présidé cinq fois des

réunions avec des représentants des différents secteurs : professeurs, élèves, parents, directeurs d'écoles, intellectuels, scientifiques, entrepreneurs, groupes éducatifs et culturels et ONG.

Les « cinq attentes » à propos de la réforme et du développement éducatifs de l'État consistent à « améliorer la qualité des enseignants », « diminuer le travail des élèves », « augmenter les salaires des enseignants », « régler la corruption des 'fonctionnaires scolaires' » ainsi que « traiter la justice de l'éducation et rompre l'écart éducatif régional ».

Le programme à moyen et long termes concerne les réformes et les buts du développement de différentes éducations, et montre la volonté et la détermination du gouvernement à améliorer l'éducation. La réforme traite principalement les domaines cruciaux tels que le financement éducatif, le perfectionnement des lois éducatives, la réforme du régime éducatif, la précision de la responsabilité du gouvernement, la garantie et le contrôle aux éducations de tous les niveaux et genres. L'ensemble marque non seulement la libération de l'esprit, mais rompt aussi avec l'habitude du dogmatisme gouvernemental, et la démocratisation de la décision éducative se traduit dans une certaine mesure.

Les caractéristiques principales de ce programme sont les suivantes : l'idée directrice et l'orientation du développement sont plus précis ; en plus de l'accomplissement des objectifs proposés par les réformes précédentes tels que la priorité du développement éducatif, l'adaptation des changements économique et social, la précision de la responsabilité du gouvernement, l'amélioration de la qualité éducative, l'activation du dynamisme du régime, l'encouragement de l'enseignement privé, le renforcement de l'investissement éducatif, le perfectionnement de la construction juridique, l'équilibre du développement, l'efficacité de la distribution des ressources, l'amélioration de la qualité du peuple, l'assistance à l'éducation professionnelle, la régulation de l'industrie éducative et l'amélioration de l'évaluation gestionnaire, etc. Ce programme précise davantage les orientations concrètes sur les principes du travail en considérant « faire une éducation satisfaisante au peuple, construire un pays puissant en ressources humaines » comme la finalité, « s'installer sur la spécialité chinoise de la première étape du socialisme, tenir les caractéristiques du développement éducatif dans de différentes phases, s'en tenir à régler l'éducation selon les lois, respecter les règles éducatives, renforcer la base, améliorer l'organisation, aménager les dispositifs, rehausser le système de valeurs, stimuler un développement global harmonieux et durable de l'éducation » et « le développement prioritaire, la mise au centre de la formation des hommes, la réforme et la création, l'incitation à la justice, l'amélioration de la qualité » comme principes fondamentaux, dans le but de fournir les fondements précis à la future

réforme du régime éducatif.

Après les efforts de la promotion de la réforme du régime en 1985, 1993, 1998 et 2004, ce programme souligne à nouveau les problèmes de la réforme du régime éducatif en déclinant six grands aspects : la formation des élites, le recrutement par le *gaokao*, le système des écoles modernes et le régime de création des écoles, la gestion et l'élargissement de l'éducation.

Sur le problème général de la réforme et du développement éducatifs, ce programme indique : « mettre l'accent sur la réforme du régime, encourager les locaux et les écoles à mener des enquêtes et expériences, accélérer la réforme des domaines importants et des chaînons clés. Innover le régime de la formation des hommes de talents, celui de la création de nouvelles écoles et celui de la gestion éducative, réformer les systèmes de l'évaluation qualitative et du recrutement des élèves par l'examen, réformer les contenus, les méthodes et les moyens pédagogiques, construire le système des écoles modernes et institutionnaliser le régime de l'éducation moderne du socialisme à la chinoise. Régler la contradiction entre les demandes de talents polyvalents et de haute qualité par le développement économique et social et le manque de compétence de la formation éducative, celle entre les attentes du peuple à l'éducation de bonne qualité et l'insuffisance des ressources, et celle entre le renforcement du dynamisme éducatif et la contrainte du régime, afin d'offrir une grande force motrice au développement continu et sain de l'industrie éducative. ». Il se révèle nécessaire aujourd'hui de « perfectionner le régime éducatif dynamique, libérer l'esprit davantage, renouveler les idées, approfondir la réforme, élever le niveau de l'ouverture éducative, former un système éducatif efficace, plus ouvert et favorable au développement scientifique, correspondant au régime de l'économie socialiste de marché et à l'objectif de réaliser « une société relativement aisée »; pour résumer, faire une éducation moderne à la chinoise mais au niveau mondial.

En encourageant la réforme du système éducatif, le gouvernement chinois, le milieu académique et la société civile se rendent compte qu'une réforme intérieure du système éducatif à elle toute seule ne suffira pas à régler tous les problèmes. Ils considèrent que la réforme doit être développée de pair avec les régimes politique, financier, économique, de personnel et de gestion sociale, avec pour objectif d'en diminuer les contraintes et les obstacles. La réforme de l'éducation doit donc partir d'une situation d'ensemble et se faire en liaison avec ces autres aspects.

S'agissant de l'investissement dans le budget éducatif, il faut noter l'élargissement des efforts et le renforcement de la régulation. En 2008, l'investissement dans le secteur éducatif augmentait sensiblement : il représentait 3,48 % du PIB (sur plus de 30 000 milliards de RMB). Le

budget éducatif national était de 1 450 milliards de RMB, soit une augmentation de 19,37 % par rapport aux 1 215 milliards de l'année précédente. Cependant, certaines provinces et villes n'ont pas augmenté leur investissement dans le budget éducatif selon la loi. Dans les 15 provinces, les régions autonomes et les villes dirigées par l'Etat, la proportion budgétaire du fonds éducatif dans les dépenses financières a diminué à différents niveaux par rapport à l'année précédente.

D'après les données statistiques, l'investissement par élève dans les écoles primaires ordinaires en Chine en 2008 était de 2 757,53 RMB, soit une augmentation de 24,94 % sur un an. Dans les écoles primaires ordinaires de campagne, l'investissement par élève était de 2 617,59 RMB en augmentation de 25,59 % sur un an. Pour les collèges ordinaires, l'investissement par collégien était de 3 543,25 RMB en augmentation de 32,24 %. Pékin est la ville qui a le plus augmenté l'investissement par lycéen. L'investissement par étudiant dans les écoles supérieures ordinaires était de 7 577,71 RMB, en augmentation de 15,76 %.

Pendant ces dix ans (1998-2008), l'investissement éducatif dans les douze régions et provinces de l'ouest a été multiplié par cinq. Leur investissement total du fonds éducatif est passé de 60,9 milliards à 343,4 milliards de RMB, soit une augmentation supérieure à celle du niveau national. Le ministère de l'Education a expliqué que la Chine continuera de renforcer sa stratégie de développement prioritaire des régions de l'ouest et s'efforcera de rendre le niveau général du développement éducatif de la Chine-Ouest proche du niveau national d'ici 2020.

Si l'investissement dans l'éducation est garanti, en revanche les problèmes des normes éducatives sont au centre des débats, notamment : réduire l'écart entre ville et campagne dans la phase d'éducation obligatoire, soutenir un développement équilibré, assister les écoles faibles, alléger le travail des élèves, éliminer les mauvaises orientations scolaires, contenir l'impact par les cours supplémentaires de la société sur l'enseignement scolaire conventionnel, régler le problème de l'éducation des enfants de la population déplacée, améliorer la qualité des enseignants, renforcer l'éducation ethnique et l'éducation pour handicapés ainsi que promouvoir la réforme des cours et des examens, etc. Concernant l'éducation professionnelle et l'éducation continue, on suggère l'association diversifiée entre la production et les études, la participation par divers moyens et l'adaptation aux demandes des écoles, la mise en œuvre des ressources pour impulser le développement.

Après la publication du programme de développement sur l'ensemble du territoire national, des règlements locaux spécifiques sont apparus. En associant l'objectif général du développement éducatif du pays, les

provinces, les villes, les cantons et les écoles ont élaboré leurs propres objectifs de développement et de stratégies en fonction de leurs besoins. Le pays encourage l'auto-innovation des écoles et des locaux, des expériences régionales sont activées. D'après les enquêtes d'évaluation réalisées (l'Institut des recherches sur l'éducation au XXI<sup>e</sup> siècle et le site *Souhu*), la réforme régionale du régime éducatif, déjà largement expérimentée, fournit un grand nombre de références pour la réforme nationale du système éducatif. Des expérimentations sont en cours dans des domaines comme la législation éducative régionale, la participation démocratique à la gestion, la justice éducative et la surveillance sociale.

### III/ La réforme de l'enseignement supérieur

Avant et après 2009, la réforme et les expérimentations dans l'enseignement supérieur sont dynamiques et progressives, alors que se poursuit sa démocratisation. En même temps, les critiques liées à l'enseignement supérieur sont plus virulentes qui proviennent de différents milieux de la société chinoise.

En 2008, l'effectif total de l'enseignement supérieur atteignait 29,07 millions de personnes et le taux de scolarisation s'élevait à 23,3 %. On comptait 2263 universités ordinaires dans le pays, dont 1079 universités et instituts qui ont la licence pour grade (Bac+4), 1184 universités et instituts de profession supérieure (Bac+3). Les écoles supérieures ont élargi leur recrutement, ainsi le nombre d'étudiants inscrits augmente de façon constante. Le nombre des enseignants et des employés dans les écoles supérieures ordinaires était de plus de 2 millions dont 1,237 million d'enseignants, la proportion étant d'un enseignant pour 17 étudiants.

La prévision de recrutement d'élèves dans les écoles supérieures ordinaires en 2009 était de 6,29 millions, en augmentation de 4 % sur un an. Le taux d'admission en moyenne était de 62 %, en augmentation de 5 % par rapport à 2008. Le nombre d'inscrits au concours de recrutement de l'enseignement supérieur était de 10,2 millions en 2009, dont 7,5 millions d'élèves sortant des lycées ordinaires, en diminution de 800 000 personnes, soit moins 3,8 % par rapport à 2008, ce qui a provoqué un grand débat social. Cette année, les provinces du Shandong, du Hainan, du Jiangsu et la Région autonome de Ningxia, suivies par les provinces du Liaoning, du Zhejiang, du Fujian et de l'Anhui ainsi que la ville de Tianjin, ces 10 provinces et régions ont appliqué un nouveau plan de *gaokao* après la mise en place des nouveaux cours au lycée.

**Tableau 4 : La situation fondamentale du recrutement des élèves dans les écoles supérieures ordinaires en Chine durant les six dernières années (unité : 10 000 personnes, %)**

	2003	2005	2006	2007	2008	2009
nombre de recrutement d'étudiants dans les universités de licence (Bac+4) et de profession supérieure (Bac+3)	382,17	504,46	546,05	565,92	607,66	629
augmentation par rapport à l'année précédente	19,24	12,77	8,24	3,64	7,38	4
nombre de recrutement des aspirants	26,89	36,48	39,79	41,86	44,64	50
augmentation par rapport à l'année précédente	32,72	11,8	9,07	5,20	6,64	5
dont : aspirants chercheurs au master	22,02	31	34,2	36,06	38,67	
aspirants chercheurs au doctorat	4,87	5,48	5,6	5,80	5,98	

NB : les statistiques en 2009 sont les nombres de projet en début de l'année.

Selon les statistiques du ministère de l'Éducation, le nombre des écoles supérieures ordinaires du pays qui était de 1022 en 1998 s'élevait à 2263 en 2008, soit une augmentation de 120 % en dix ans. Le nombre des écoles supérieures locales s'élevait à 2152 en 2008, seulement 759 en 1998. La proportion du nombre des écoles supérieures locales dans celui des écoles supérieures du pays qui était à 74 % en 1998 s'élevait à 95 % en 2008. Le nombre d'étudiants inscrits passait dans le même temps de 2,258 millions à 18 millions, soit une proportion de 93,2 % dans l'effectif total des étudiants du pays.

Depuis trente ans que fonctionne le système gradué des diplômes universitaires, 286 000 docteurs et 2 289 000 masters ont été formés. Ce système gradué a été officialisé et complété avec la formation des aspirants chercheurs dans toutes les branches d'études. Actuellement, sur un total de 1,7 million d'aspirants-chercheurs inscrits, on en compte 1,283 million à temps complet et 394 000 travailleurs à temps partiel. Fin 2008, 698 écoles supérieures délivraient un diplôme de licence, 485 un diplôme de mastère, 258 un diplôme de doctorat, et 56 universités ont créé un département des aspirants chercheurs.

En 2009, on a continué à prêter une grande attention aux problèmes liés à la qualité pédagogique des écoles supérieures en Chine. Les problèmes se sont concentrés sur les spécialités surchargées mais restreintes, le contenu dépassé des enseignements et les examens basés sur des connaissances sans réflexion. On remarque qu'il existe un grand fossé au niveau de la communication entre enseignants et élèves, un manque de règlements et de critères d'évaluation raisonnables sur la responsabilité des enseignants, ainsi que certains étudiants détestant les cours. Il manque également des projets de recherches, des débats intellectuels, des projets professionnels et des conseils personnels dans l'enseignement conventionnel de beaucoup d'écoles supérieures. En effet, plus de la moitié des étudiants chinois ne s'habituent pas à la vie universitaire durant les deux premières années et manquent d'intérêts et de confiance dans la vie future. Comme les autres pays, la popularisation de l'enseignement supérieur doit passer par une phase d'élargissement du recrutement des élèves et de baisse qualitative, mais la préparation des écoles supérieures chinoises est très insuffisante. Face à un système de gestion lourd et complexe avec une dizaine de milliers de personnes et plusieurs campus, réformer l'éducation et la gestion deviennent indispensables.

A mesure que la Chine connaît un développement économique et social, la société formule de nouvelles demandes de types d'écoles supérieures et de structures de formation des talents. La Chine a 2,1 millions d'ingénieurs et le pourcentage d'étudiants en sciences appliquées représente 35 % du nombre total des étudiants, à comparer à moins de 20 % au Japon, 15 % en Allemagne, 7 % en Angleterre et 6 % aux Etats-Unis. Les intellectuels chinois font remarquer que l'éducation des sciences appliquées dans les universités chinoises, confrontée à des effectifs pléthoriques mais à une mauvaise qualité, ne répond pas aux demandes économiques et au développement technique du futur. En novembre 2009, le fait que 33 aspirants chercheurs au doctorat de la fameuse Université de Nankai (Tianjin) n'ont pas obtenu leur diplôme a attiré l'attention et a suscité la polémique. Cependant, le système d'élimination étant à l'essai, rien ne change dans le système d'« entrée stricte mais sortie laxiste » de l'enseignement supérieur chinois, et la qualité de l'enseignement supérieur inquiète le public chinois.

Les résultats du premier cycle d'évaluation de l'enseignement en licence dans les écoles supérieures entre 2003 et 2008 ont été très critiqués. Cette évaluation manquait d'objectivité et de justice, car des écoles supérieures avaient connu des problèmes de fraude et les problèmes pédagogiques réels n'étaient pas pris en compte de façon globale. Face à ces critiques et à ces doutes, le ministère de l'Education a tenu compte de l'inquiétude de l'opinion publique et a commencé un travail expérimental

sur le deuxième cycle d'évaluation de l'enseignement en licence en supervisant les règlements pour améliorer la qualité de l'enseignement et des recherches dans les écoles supérieures.

Ces dernières années, les critiques et les débats sur le fonctionnement des formations de recherche dans les écoles supérieures sont très forts, mais les effets de la gestion ne sont pas évidents. En 2009, la dénonciation d'une série d'affaires de corruption académique a provoqué des critiques violentes et de grandes inquiétudes sociétales face à l'état académique des écoles supérieures. Les affaires de la corruption académique concernent les intellectuels dont les statuts administratifs sont de plus en plus élevés, non seulement des présidents d'universités, des directeurs de doctorats, mais aussi de potentiels académiciens ; elles touchent de plus en plus de personnes, des grands intellectuels aux jeunes enseignants et étudiants. En même temps, les enquêtes et les traitements de dossiers relatifs à la corruption ne sont pas pris au sérieux. Peu de gens sont punis sévèrement après la dénonciation, et généralement on finit par ne rien faire. Face à ces problèmes, en novembre 2009, le ministère de l'Éducation a décidé de créer un « groupe de coordination sur la construction de l'ambiance académique ». Ce groupe traite de la dénonciation des problèmes liés à l'ambiance dans les universités dirigées par le ministère de l'Éducation. Il organise des enquêtes sur ces sujets et fait des propositions pour les traiter. Étant donné que les problèmes de corruption sont graves et prennent chaque jour de l'ampleur, le milieu académique appelle régulièrement à créer un « système de contrôle indépendant ».

Mais les institutions et les garanties requises sont difficiles à mettre en place. Monsieur Ji Baocheng, président de l'Université du Peuple chinois, a indiqué que : « le plus grand groupe des docteurs en Chine ne se trouve pas dans les écoles supérieures, mais chez les fonctionnaires. ». D'après lui, l'emploi du pouvoir académique dans les écoles supérieures a conduit à trois fautes. Premièrement, le pouvoir académique s'oppose au pouvoir administratif. Deuxièmement, le pouvoir académique et la distribution des ressources scolaires ont tendance à être administrés et les superviseurs administratifs ne connaissent pas les règlements académiques ; de même, ils utilisent des méthodes administratives pour traiter les problèmes académiques. Troisièmement, la « marchandisation » du pouvoir académique. Il propose aux professeurs de s'adonner à l'étude et de rendre le pouvoir académique à l'académie. Aussi, Monsieur Jing Kaixuan, professeur de l'Université de Nanjing, dénonce la fonctionnarisation de la majorité des docteurs est une aliénation du pouvoir. Les fonctionnaires veulent devenir les docteurs non pas pour le savoir, mais pour la carrière officielle. Par ailleurs, les fonctionnaires, les docteurs et les intellectuels soumettent l'académie à la subordination de l'administration. Tout cela conduit à la

dévalorisation des connaissances.

Au début de l'année 2009, la création du département de l'éducation et la réforme de l'Université Normale de Pékin ont été contestées au sein de la société civile sur la réforme des « universités administrées ». Le renforcement de l'enseignement spécialisé et la création des institutions de recherche dans les écoles supérieures peuvent limiter l'influence du pouvoir administratif sur l'éducation et les recherches scientifiques.

En octobre 2009, la première alliance des écoles supérieures de Chine appelée G9, ce qui signifie « la ligue du lierre » des écoles supérieures, a vu le jour. Elle a été fondée par les universités de Tsinhua, de Pékin, de Nankin, de Fudan, de Zhejiang, des transports de Shanghai, des Sciences et Technologies de la Chine, des transports de Xi'an et industrielle de Harbin. La formation de cette alliance montre que les écoles supérieures publiques de Chine désirent l'auto-développement et la coopération gagnant-gagnant. En novembre 2009, après la coopération dans l'auto-recrutement des élèves annoncée par les universités de Tsinhua, des transports de Shanghai, des Sciences et Technologies de la Chine, des transports de Xi'an et de Nankin, les trois universités de Pékin, de Hongkong et l'Université Aéronautique et Aérospatiale de Pékin ont annoncé aussi une coopération dans l'auto-recrutement des élèves. Un concours commun aux cinq universités sera mis en place par les universités des transports de Pékin, de Télécommunication de Pékin, des Sciences et Technologies de Pékin, de Sylviculture de Pékin, industrielle chimique de Pékin. L'uniformité du recrutement des élèves par le concours national du *gaokao* s'est largement diversifiée.

A Shenzhen, ville pilote de la réforme du régime économique, l'Université des Sciences et Technologies du Sud en construction a pris comme président Monsieur Zhu Shiqing, grand intellectuel et ancien président de l'Université des Sciences et Technologies de la Chine. Ce dernier a exprimé clairement le maintien de l'indépendance de l'université et la mise en œuvre de la réforme afin d'« éradiquer l'éducation administrée ». Cela est devenu l'affaire la plus importante de la réforme de l'enseignement supérieur en 2009-2010. Cette université va créer un système moderne qui se caractérisera par « la direction d'un comité du parti au sein de l'université sous la responsabilité du président ; les professeurs pourront s'adonner à l'étude ; la gestion démocratique et la direction de l'université en vertu de la loi ». Elle va également élaborer « Le règlement de l'Université des Sciences et Technologies du Sud » comme le fondement de « la direction de l'éducation en vertu de la loi » et « la gestion du gouvernement en vertu de la loi ». Tout cela a pour objectif de réduire l'ingérence de l'administration, d'impulser la réforme du mode de gestion et de réaliser l'autodétermination de l'université. Cependant, la réforme de cette université est très difficile à mettre en place sous le régime actuel. En

décembre 2010, la soumission de cette université à l'examen national n'a reçu aucune approbation et depuis trois ans, elle n'a reçu aucune réponse du département principal du gouvernement. Le Président Zhu Qingshi a déjà annoncé l'auto-recrutement des élèves et la distribution des diplômes en repoussant avec fermeté les expérimentations de réforme relative.

Dans la popularisation de l'enseignement supérieur, les universités privées qui disposent de grandes capacités d'accueil et qui auraient joué un rôle important dans la réforme ont rencontré de nouveaux problèmes. Le 16 septembre 2009, l'émission « une demi-heure sur l'économie » de la chaîne d'Etat chinoise (CCTV) a dénoncé cette réalité sous le titre « Le recrutement des élèves par les universités privées rencontre un courant froid et diminue considérablement de 40 % à 50 %. ». Le recrutement des élèves hors prévision (par rapport au recrutement général du pays) des universités privées a diminué considérablement cette année avec une réduction de 30 % et parfois de plus de 70 %. Selon les analyses de mi-octobre 2009 réalisées par l'Association de l'éducation privée à Pékin, le nombre de recrutement des élèves de la ville de Pékin est de 40 000, soit une diminution de 20 % par rapport à l'année dernière.

Face aux graves problèmes qui existent dans l'enseignement supérieur, le gouvernement chinois, les écoles supérieures, le milieu académique et la société civile y prêtent une grande attention. Ils discutent sérieusement de la gestion du système éducatif par le gouvernement, de l'ingérence excessive de l'administration, des réflexions concernant le milieu académique ainsi que des opinions publiques. Le gouvernement chinois conclut qu'il faut, dans le développement de l'enseignement supérieur, libérer davantage l'esprit, prendre en compte les droits fondamentaux des étudiants et les demandes sociales, et publier davantage d'informations relatives à la réforme. Au deuxième semestre 2010, la Chine a créé un Conseil National de l'Education composé de personnalités diverses, avec l'objectif de renforcer la participation démocratique de la société et de rassembler un éventail de ressources sociales pour favoriser la réforme éducative. Sur la base de la découverte des problèmes, le gouvernement stimule la réforme de l'éducation et cherche à réaliser le but fixé par le programme de développement à moyen et long termes de la Chine.

*Cet article a été traduit du chinois par Lin Yuting, étudiante à l'Institut de Diplomatie de Pékin et au mastère 2 de Diplomatie et Négociations stratégiques de la Faculté Jean Monnet – Sceaux Paris XI.*

**Note :**

---

<sup>1</sup> « Rapport des statistiques sur le développement de l'éducation nationale en 2008 », le 21 juillet 2009, site du ministère de l'Education.